

INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE ET DE TÉLÉDÉTECTION

Imbroglgio autour des logements de fonction

Les retraités de l'Institut national de cartographie et de télédétection (INCD) ont vraiment de quoi s'inquiéter, eux qui sont, à coups de mises en demeure de leur employeur, priés de désertier les logements qu'ils occupent depuis des années.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est à un véritable imbroglgio administratif que le personnel partant en retraite de l'Institut national de cartographie et de télédétection, Epic dépendant du ministère de la Défense nationale, est confronté. Ils logent dans des appartements de l'Institut sis à Hussein-Dey (Alger). L'idée de devoir les quitter un jour, même de leur propre gré, ne leur a jamais effleuré l'esprit. De là à imaginer un instant se faire virer manu militari, voilà une triste perspective à laquelle ils n'ont, à aucun instant, pensé. Pourtant, la réalité est là, frappante. Ils

sont bien invités à voir ailleurs pour se loger au crépuscule d'une vie qu'ils ont dédiée à leur Institut. Six à sept d'entre eux ont eu à se plier à ce sort, la mort dans l'âme, leurs requêtes n'ayant pas abouti. Cependant, leurs collègues partis en retraite après une bonne quarantaine d'années, eux ne comptent point se laisser faire.

Pour la plupart d'entre eux, qui ont sollicité l'assistance et l'accompagnement du comité SOS Expulsion, relevant de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, aile M^e Zehouane, il n'est pas question

de se faire expulser de la sorte. Au cours d'une conférence de presse animée hier au siège de la LADDH, à Alger, deux de leurs représentants ont tenu à faire part de l'injustice dont ils seraient victimes. «Voilà comment on nous remercie pour les services rendus à l'Institut», lâchera amèrement l'un d'eux, qui a tenu à brandir l'arrêté d'attribution du logement qu'il occupe datant du 29 septembre 1980. Un arrêté qui stipule clairement que le locataire ne doit libérer les lieux qu'en cas de démission ou de licenciement. «Ce qui n'est pas le cas», renchérit-il, attribuant leur situation kafkaïenne au règlement intérieur de l'Institut, dont la mouture de 2004, qui stipule clairement dans son article 21 que tout travailleur occupant un logement d'astreinte, demandeur d'un départ en retraite, démissionnaire ou licencié, doit libérer le logement d'astreinte qu'il occupe aussitôt sa relation de travail avec l'Institut terminée.

Tout le contraire de ce que suggère l'ancien règlement intérieur daté du 25 juillet 1994 qui, dans son article 133, donne le droit au travailleur logé dans un logement d'astreinte d'en jouir dans les cas de maladie, d'incapacité ou de départ à la retraite.

Alors que l'administration s'appuie sur la première loi, les travailleurs à la retraite prennent comme référence la seconde. D'où l'imbroglgio au point où, affirmera le malheureux retraité, le tribunal administratif de Bir Mourad-Raïs s'est déclaré incompétent, renvoyant les deux parties dos à dos.

Un collègue à lui, plus âgé, ruminait encore et encore sa colère, lui qui dit avoir été, comme ses collègues, berné le long de sa carrière. «Je me retrouve avec une pension minable avec les charges que suppose la location d'un logement et voilà, cerise sur le gâteau, qu'on nous invite à déguerpir comme des malfrats.

C'est de l'ingratitude pure et simple», dira-t-il.

Les deux retraités affirment avoir pris leurs précautions bien avant que le sort ne s'abatte sur eux. «Nous avons bien sollicité des logements dans leurs différentes formules, mais à chaque fois, c'est la même réponse : vous êtes bien logés», disent-ils.

Pour Hakim Salmi, président du comité SOS Expulsion de la LADDH, le cas de ces travailleurs de l'INCD est loin d'être isolé.

Le nombre de cas, dont le comité qu'il pilote a eu connaissance, s'élève à 750 durant l'année dernière, dira-t-il, signalant, au passage, que leurs nombreuses requêtes sont restées vaines pour leur majorité. Il regrettera le fait que ces expulsions se fassent même en période hivernale ou durant la scolarité des enfants, invitant les huisiers de justice à faire preuve d'un peu d'humanisme.

M. K.

FORMATION EN ÉCHOGRAPHIE

Cap sur la 3D

Dans le but de standardiser et de perfectionner les connaissances en échographie en gynécologie obstétrique, les laboratoires El Hikma lancent une série de symposiums d'échographie. Les spécialistes évoquent de ce fait l'urgence de détecter notamment les malformations fœtales.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'objectif de ces formations étant d'arriver à une maîtrise maximale de l'échographie en 2D avant de passer à la 3D.

C'est le docteur Jean-Philippe Bault du CHU Kremlin Bicêtre qui s'est chargé, au cours de ces derniers jours, d'assurer une série de formations au profit de gynécologues à l'est, à l'ouest et au centre du pays.

Le spécialiste a été sollicité par les laboratoires Dar Al Dawa qui, selon M^{me} Ghili Samia, directrice du marketing, ont souhaité s'investir dans l'amélioration des compétences des praticiens. «Pour que les gynécologues arri-

vent à maîtriser l'échographie en 3D, ils doivent d'abord utiliser de la meilleure façon possible celle en 2D. La 3D est en fait un complément pour la méthode plus ancienne», explique M^{me} Ghili. Pour cette dernière, il s'agit en premier, en gynécologie obstétrique, de détecter les malformations fœtales principalement lors des premier et deuxième trimestres de la grossesse.

«Pour cela, il est nécessaire de faire une échographie au bout de la 12^e et de la 13^e semaine de grossesse. Il s'agit ainsi de prendre en charge à temps les malformations, notamment les problèmes cardiaques. Le couple

doit aussi être informé pour se préparer en cas de nécessité d'interruption de la grossesse ou s'il faut aller vers une prise en charge thérapeutique», notera notre interlocutrice. Elle dira, par ailleurs, qu'en Algérie, le diagnostic, dans ce genre de situation n'est pas très développé en raison de lacunes dans la formation. «Le praticien ne touche à l'échographie qu'en résidanat, il arrive de ce fait en spécialité avec un manque de pratique et d'expérience», souligne-t-elle par ailleurs.

Selon la responsable, une étude a démontré que la détection des malformations fœtales ne se fait que dans 12% des cas. «Pour cela, nous avons décidé de rehausser le niveau et de standardiser les connaissances en échographie au niveau international», explique M^{me} Ghili.

F.-Z. B.

RÉORGANISATION DE LA «DIPLOMATIE CULTURELLE»

Les CCF érigés en Institut français

Les Centres culturels français (CCF) font leur mue. Ils fusionnent avec le service culturel et de coopération pour devenir l'Institut français d'Algérie. Le but, donner davantage de lisibilité au dispositif culturel déployé en Algérie.

L'ambassadeur de France à Alger a signé hier l'arrêt de mort des CCF pour annoncer la naissance de l'Institut français d'Algérie qui «engloutira» les cinq CCF existant en Algérie.

Xavier Diencourt expliquait hier cette «réforme» par le souci de donner plus de visibilité aux actions culturelles car, dit-il, «la France croit beaucoup à la diplomatie d'influence».

Cette mue, promet-il, ne s'accompagnera pas de lourdeur bureaucratique puisqu'il promet «une architecture plutôt simple» de ce que sera l'Institut français qui restera axé sur le pool coopération universitaire, les manifestations culturelles et les langues.

L'Institut français aura un budget de fonctionnement de 14 millions d'euros, un montant des plus élevés et qui égale celui consacré au Maroc. Il continuera à promouvoir une coopération universitaire qui s'est concrétisée en 2011 par l'attribution de 1 681 bourses d'étudiant, la délivrance de 4 831 visas longs séjours pour des étudiants et 270 visas au profit de chercheurs.

Des statistiques fournies par l'ambassadeur de France en Algérie qui a reconnu que les activités des anciens centres culturels français restaient concentrés sur le nord du pays. Une situation dictée par des considérations tant historiques que budgétaires.

Xavier Diencourt estime cependant que cela n'empêchait pas l'existence de conventions avec des universités du sud du pays. Il a également évoqué l'existence d'une réflexion avec le ministère de l'Education en vue d'une «action plus dynamique» pour renforcer l'enseignement de la langue française en dehors des grandes villes.

Nawal Imès

Publicité

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ET LE PARRAINAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE LA SANTÉ,
DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

LE SYNDICAT NATIONAL ALGÉRIEN DES PHARMACIENS D'OFFICINE **SNAPO**

ORGANISE LE 9 FÉVRIER 2012

UNE JOURNÉE PHARMACEUTIQUE À L'HÔTEL SHÉRATON CLUB-DES-PINS ALGER

Communication autour des réformes touchant le secteur du médicament et leur incidence sur l'environnement officiel.

Participants : ministère de la Santé, ministère du Travail et de la Sécurité sociale, ministère de l'Environnement.

Contact snapo : tél/fax : 021 34 10 53/54 - mail : snapo3@yahoo.fr ; www : everyoneweb.fr/snapo